

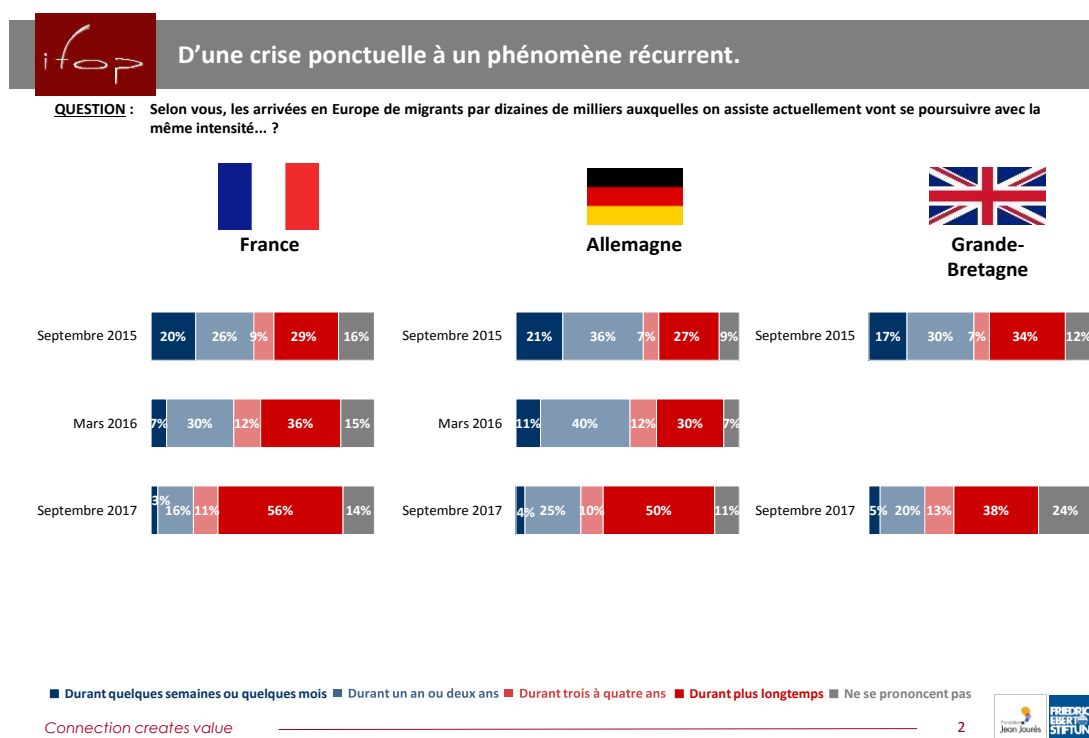
Les Européens et l'immigration :

Perception des flux migratoires en Europe et représentations associées à l'immigration en France

1- Flux migratoires : de la crise passagère à une situation récurrente.

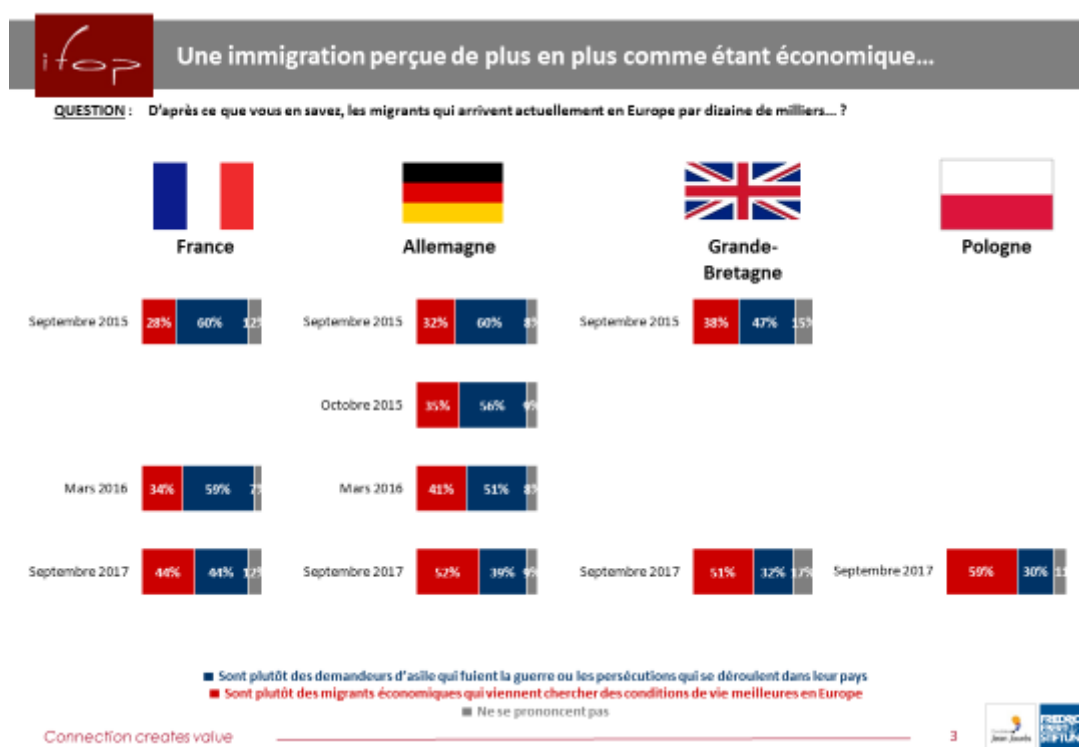
L'enquête réalisée par l'Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et la Friedrich Ebert Stiftung montre que les opinions publiques européennes prennent de plus en plus conscience que l'arrivée en nombre de migrants sur les côtes européennes n'a pas constitué un phénomène passager lié à des facteurs géopolitiques conjoncturels (les révolutions arabes) mais une donnée structurelle qui est amenée à durer le temps et à devenir récurrente.

Alors qu'en septembre 2015, au pic de la crise des migrants, 46% des Français estimaient que ces arrivées massives allaient durer au plus un ou deux ans, ils ne sont plus aujourd'hui que 19% à formuler ce diagnostic, 56% pensant qu'il faudra faire avec ces arrivées de migrants et de réfugiés pendant plus de quatre ans, cette opinion progressant de 27 points en deux ans. On observe la même tendance en Allemagne, où bien que le volume des arrivées ait considérablement diminué par rapport à 2015, il n'a pas été tari pour autant. La proportion d'Allemands jugeant qu'il s'agit d'un problème durable est passée de 27% à 50% entre septembre 2015 et septembre 2017 quand ceux qui tablaient sur un problème limité à quelques mois ou à un deux ans ne sont plus que 29% contre 57% il y a deux ans.



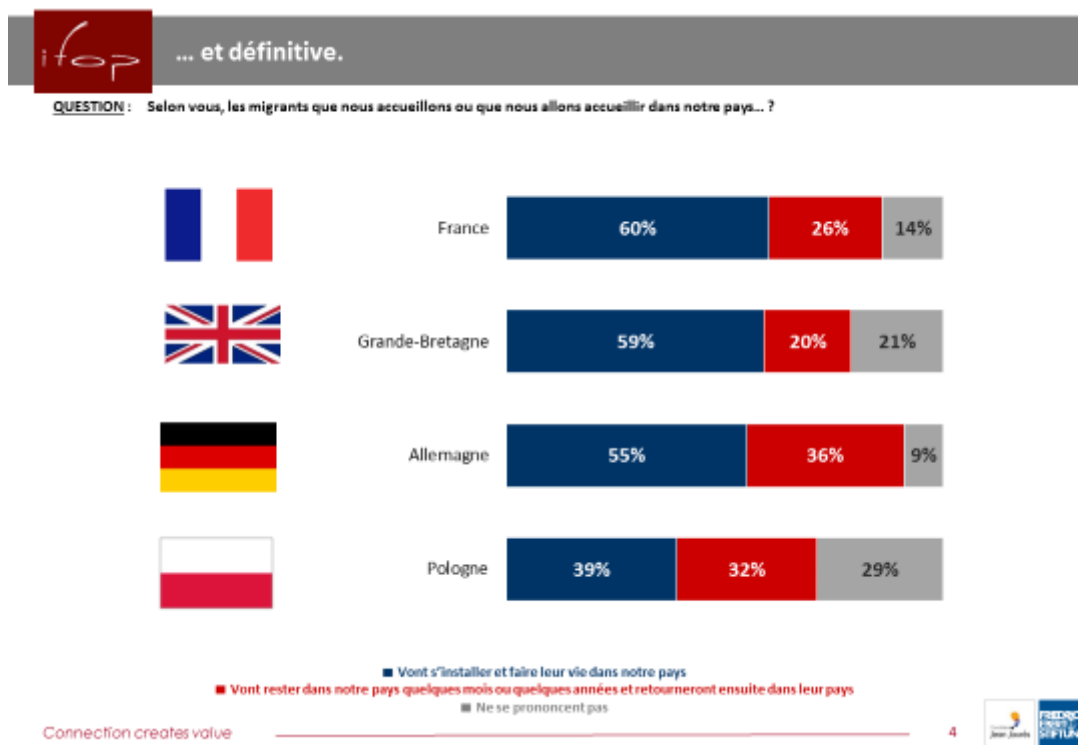
Dans les pays moins exposés aux flux migratoires comme la Grande-Bretagne et la Pologne, cette perception d'un phénomène durable est un peu moins répandue mais néanmoins prégnante : 38% outre-Manche et 45% en Pologne.

Les résultats de cette enquête enregistrent également une évolution de la perception des opinions européennes sur un autre indicateur mais dessinant également le scénario d'un phénomène de longue durée. En effet, dans les différents pays sondés, le statut perçu des étrangers arrivant en nombre en Europe a changé. De plus en plus d'Européens considèrent ainsi qu'il s'agit de migrants économiques et non pas de demandeurs d'asile qui fuient les guerres et les persécutions. Cette évolution des représentations va bien dans le sens de la perception d'un problème pérenne et structurant lié à des causes économiques et sociales (le sous-développement) et non plus à des événements ponctuels (guerres, persécutions, révolutions). En Allemagne, l'opinion selon laquelle il s'agirait plutôt de migrants économiques est ainsi progressivement passée de 32% en septembre 2015 à 41% en mars 2016 pour culminer désormais à 52%. Le phénomène a été assez similaire en Grande-Bretagne (de 38% à 51%). Il est un peu moins marqué en France mais la tendance est cependant nette : 28% en septembre 2015, 34% en mars 2016 et 44% aujourd'hui qui estiment que les étrangers arrivants en Europe actuellement sont plutôt des migrants économiques venant chercher des conditions de vie meilleures sur notre continent.

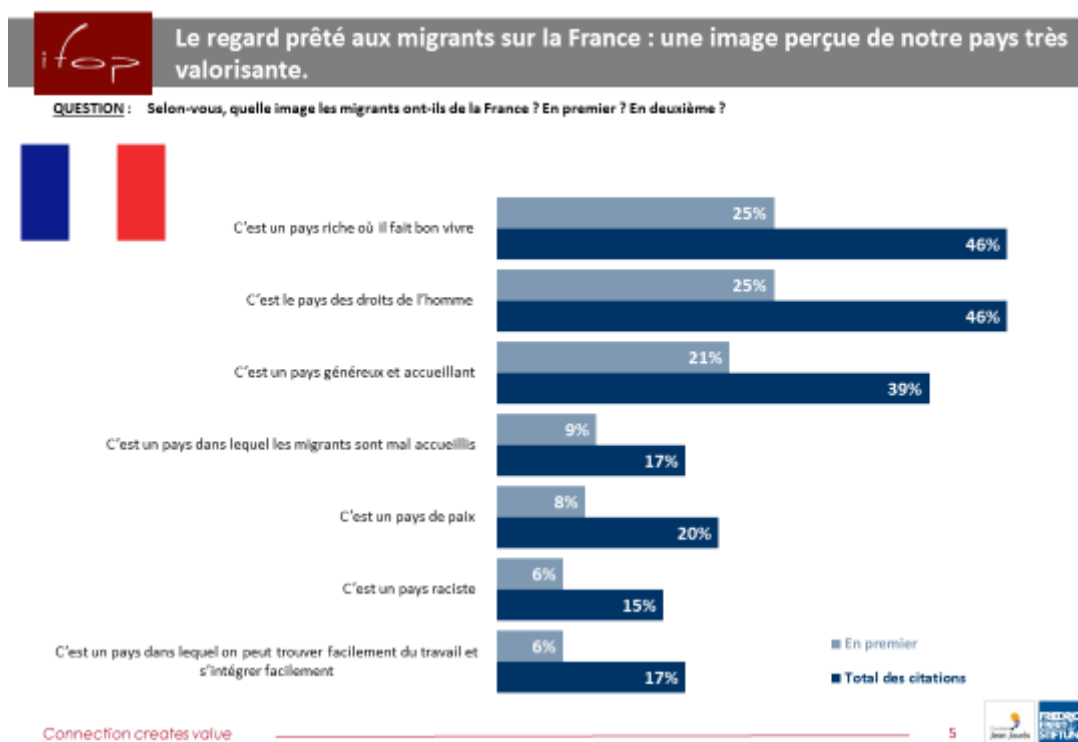


Les données demeurent en revanche stables sur une autre question, mais ces résultats confortent néanmoins également le diagnostic selon lequel les opinions européennes estiment qu'il s'agit d'un phénomène amener à durer et ne correspondant à une crise ponctuelle et passagère amenée à disparaître à relativement brève échéance. Dans la plupart de ces pays, une large majorité des sondés anticipent ainsi le fait que les migrants recueillis ne vont pas rester transitoirement dans les pays hôtes mais qu'ils vont au contraire y faire leur vie. 60% des Français, 59% des Britanniques et 55% des

Allemands partagent ce constat. C'est moins le cas en Pologne (39% seulement), pays qui a une expérience des phénomènes migratoires beaucoup plus ténue que les pays d'Europe de l'Ouest : 29% des Polonais ne se prononçant pas sur cette question contre seulement 9% des Allemands et 14% des Français.

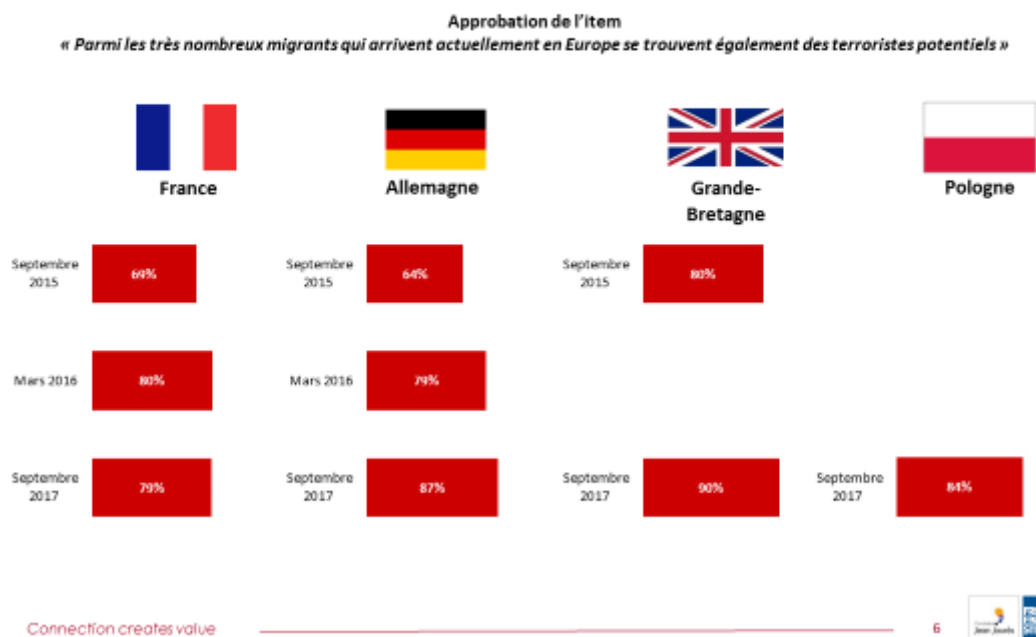


Dans le même ordre d'idées, les résultats sur une question posée à l'échantillon français nous renseignent sur les ressorts perçus par les Français de la poursuite dans la durée de ces flux migratoires et de l'intention des migrants de s'installer définitivement. Interrogés sur ce qu'ils pensent être le regard porté par les migrants sur la France, les sondés évoquent très majoritairement des représentations positives. La hiérarchie des réponses est en effet composée des items « C'est un pays riche où il fait bon vivre » (46%), « c'est le pays des droits de l'homme » (46%) puis « c'est un pays généreux et accueillant » (39%). Le premier item « c'est un pays dans lequel les migrants sont mal accueillis » n'obtient que 17% de citations et l'item « c'est un pays raciste » (15%).



2- Crise migratoire et risque terroriste

Si la crise migratoire à laquelle l'Europe est confrontée se caractérise par une durée particulièrement longue - dimension qui n'a pas échappé aux opinions publiques européennes comme on l'a vu – cette crise s'inscrit par ailleurs dans un contexte d'attaques terroristes répétées, dont une partie ont été commises par des individus ayant récemment traversé la Méditerranée. Sous l'effet d'une multiplication des attentats et de leur dissémination sur tout le continent, le lien entre ces deux phénomènes est de plus en plus effectué dans les différents pays. En France, en septembre 2015, 69% des sondés adhéraient à l'idée selon laquelle « parmi les très nombreux migrants qui arrivent actuellement en Europe se trouvent également des terroristes potentiels ». Après les attentats de novembre 2015, cette proportion a grimpé à 80% en mars 2016 et est depuis restée stable (79% dans cette enquête). En Allemagne, l'approbation de cette idée est passée de 64% en septembre 2015 à 79% en mars 2016 (sous l'effet également des attaques ayant frappé la France puis Bruxelles) mais s'établit désormais à 87% après que l'Allemagne ait été à son tour visée d'abord durant l'été 2016 puis lors de l'attaque d'un marché de Noël en décembre 2016, attentat au camion-bélier commis par un migrant. En Grande-Bretagne, la crainte d'une infiltration djihadiste dans les flux de migrants était déjà élevée en septembre 2015 (80%). Le débat sur le Brexit puis les attaques à répétition ayant ensanglanté le royaume l'ont encore accrue : 90% dans cette enquête. La Pologne, qui n'a pas été touchée à ce jour par des attentats terroristes communie néanmoins dans la même crainte : 84% des Polonais adhérant à cet item.



Dans ce contexte marqué par une inquiétude sécuritaire très importante, les opinions publiques françaises et allemandes se montrent très majoritairement favorables au rétablissement des contrôles fixes à leurs frontières avec leurs voisins européens. 66% des Français et 71% des Allemands souscriraient ainsi à la suppression de la principale disposition prévue par les accords de Schengen. On peut penser que les révélations sur le fait que plusieurs terroristes ayant frappé en France et en Allemagne se soient déplacés sans difficulté en Europe avant, voire après, avoir commis des attaques (comme ce fut le cas pour un partie du commando du 13 novembre réfugié en Belgique ou de l'auteur de l'attentat contre le marché de Noël à Berlin qui sera abattu en Italie quelques jours après son attaque) ont marqué les esprits. En Pologne, non touchée à ce jour par le terrorisme djihadiste et pays dont de nombreux ressortissants travaillent ou vivent dans d'autres pays européens, la question de la suppression des accords de Schengen divise davantage : 49% des interviewés y seraient favorables contre 51% d'opposés.

Si les Polonais sont donc très partagés pour ce qui est de la réintroduction des procédures de contrôle au sein de l'espace Schengen, mesure dont une part significative de la population pense qu'elle pourrait pâtir, les Polonais sont en revanche beaucoup plus unanimes pour refuser l'accueil d'une partie des migrants arrivant en Europe au nom du principe de la solidarité européenne. 69% des sondés y seraient opposés soit le plus fort taux de refus devant la Grande-Bretagne (65%) et la France (58%). En Allemagne, pays ayant fourni le principal effort en la matière, le refus d'un accueil de migrants dans le pays dans le cadre d'un accord de répartition des arrivants est nettement moins fort (37%).

3- Une stabilité des opinions française et britanniques sur les dimensions économiques et sociales de la question migratoire

Les perceptions sur la durée et la nature de l'enjeu migratoire comme l'opinion sur une intrication avec la menace terroriste ont donc évolué depuis septembre 2015 au gré des événements et de la poursuite de ces flux migratoires. Cependant, parallèlement à ces évolutions, l'enquête de l'Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et la Friedrich Ebert Stiftung enregistre dans certains pays une stabilité des perceptions sur d'autres dimensions de la crise migratoire.

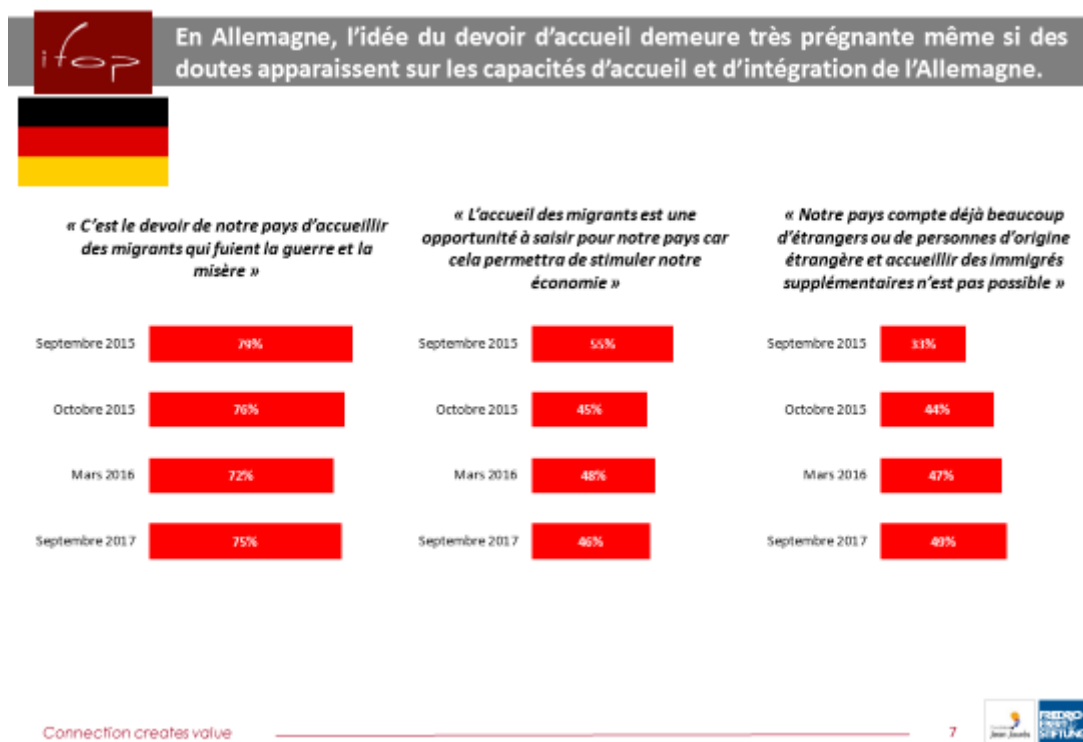
- La crainte de l'appel d'air en cas d'un accueil en nombre des migrants est toujours aussi présente mais ne s'est ni renforcée ni estompée avec le recul de plus de deux ans par rapport au début de cette crise. La proportion de Britanniques qui partagent ce diagnostic est ainsi passée de 80% en septembre 2015 à 82% aujourd'hui, alors qu'elle restait totalement stable en Allemagne (69%) et s'érodait de 6 points en France : de 79% à 73% sur la même période.
- Stabilité également sur la notion du devoir d'accueil pour les pays européens vis-à-vis de migrants fuyant la guerre et la misère. Les scores sur cet item n'ont quasiment pas évolué entre les différentes vagues d'enquête : 54% en France en septembre 2015, 56% aujourd'hui. 54% à 55% en Grande-Bretagne sur la même période et 79% à 75% en Allemagne. On notera au passage que l'idée d'un devoir d'accueil n'a, d'une part, pas perdu de terrain en Allemagne, en dépit des difficultés concrètes que représentent l'accueil de plus d'un million de réfugiés et de migrants ces dernières années, et qu'elle se maintient, d'autre part, à un niveau nettement supérieur à celui prévalant en France et en Grande-Bretagne, pays ayant accueilli nettement moins d'étrangers, ou en Pologne (43% des sondés approuvant la notion de devoir d'accueil), pays encore plus réfractaire.

Si les opinions n'ont quasiment pas évolué sur la question de l'appel d'air ou du devoir d'accueil, les mouvements sont plus contrastés entre les pays ouest européens sur les dimensions économiques et sociales de cette question des migrants,.

- En France comme en Grande-Bretagne, les opinions n'ont pas évolué sur ces aspects par rapport au déclenchement de la crise à l'automne 2015. Il se trouve toujours la même proportion, minoritaire, de sondés pour considérer que leur pays a les moyens économiques et financiers d'accueillir les migrants. Ils n'étaient que 27% en France en septembre 2015, ils sont 30% aujourd'hui. En Grande-Bretagne, cette proportion était plus importante puisqu'elle atteignait 40% à l'époque, mais elle restée parfaitement la même deux ans plus tard¹. La stabilité prévaut également de part et d'autre de la Manche pour ce qui est de l'opportunité de dynamisation de l'économie que représenterait l'accueil de migrants : 25% d'adhésion à cette opinion en France en septembre contre 28% aujourd'hui et un passage de 36 à 41% entre les deux enquêtes en Grande-Bretagne. Enfin, pour ce qui est de la capacité d'intégration, les deux opinions publiques n'ont pas ou assez peu évolué en deux ans. 63% des Français estimaient ainsi et estiment toujours que leur pays compte déjà beaucoup d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère et qu'accueillir des immigrés supplémentaires n'est pas possible. Cette proportion est assez proche au Royaume-Uni mais a gagné un peu de terrain entre septembre 2015 (60%) et aujourd'hui (67%), sans doute en partie sous l'effet du débat ayant accompagné la campagne sur le Brexit.
- Si une certaine stabilité des opinions sur les dimensions économiques et sociales prévaut donc en France et en Grande-Bretagne, les perceptions ont davantage évolué en Allemagne, même

¹ On notera au passage le haut niveau de pessimisme français sur la situation économique et financière de notre pays, mesuré à l'aune de nos capacités d'accueil.

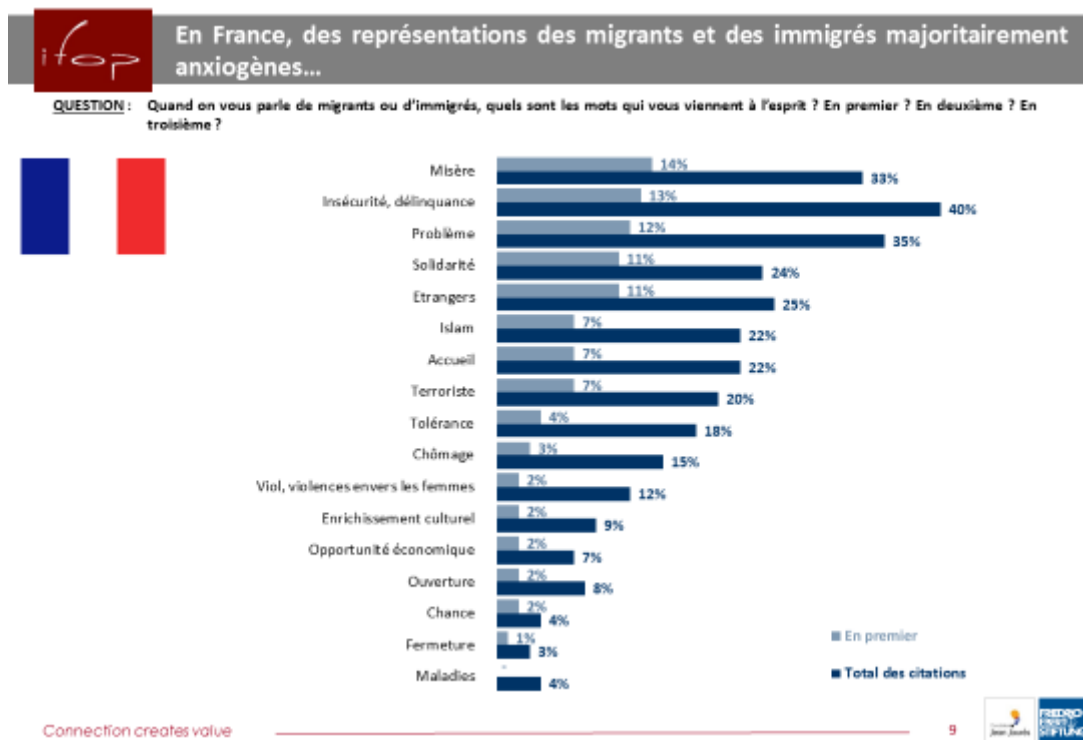
si l'essentiel du mouvement s'est produit dans les premiers mois de la crise et que depuis elles semblent s'être relativement stabilisées. Il en va ainsi par exemple de l'idée selon laquelle l'Allemagne a les moyens économiques et financiers d'accueillir des migrants (le fameux « *Wir schaffen das* », « *Nous y arriverons* » prononcé par Angela Merkel) dont l'adhésion est passée de 69% en septembre 2015 à 59% en octobre de la même année, le résultat étant exactement le même dans cette nouvelle enquête. On retrouve un phénomène assez similaire concernant la propension à l'accueil et à l'intégration de nouveaux étrangers par la société allemande. 33% des Allemands estimaient en septembre 2015 que leur pays comptait déjà beaucoup d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère et qu'en accueillir de nouveaux n'était pas possible. Cette proportion a brutalement grimpé à 44% dans l'enquête d'octobre 2015. Depuis lors, la progression est nettement moins spectaculaire mais cette idée d'une capacité d'accueil et d'intégration qui serait dépassée gagne du terrain : 47% en mars 2016 et 49% cette année en septembre. La diffusion de cette idée dans l'opinion publique allemande ces dernières années constitue l'une des facteurs ayant permis le succès de l'AfD (*Alternative für Deutschland*), lors des élections législatives allemandes. 84% des sympathisants de cette formation partagent cette opinion, 62% d'entre eux étant même « tout à fait d'accord » contre 21% seulement dans l'ensemble de la population allemande.



4- En France, des représentations des migrants et des immigrés majoritairement anxiogènes

Comme le montrent les résultats du volet international de cette enquête, la France apparaît nettement en retrait par rapport à l'Allemagne sur la propension à l'accueil des migrants. Ceci implique de travailler de manière plus approfondie sur le rapport à l'immigration en France pour tenter de mieux comprendre et d'identifier les freins existant dans notre pays.

La nature anxiogène des représentations associées spontanément aux migrants ou aux immigrés constitue l'un des principaux verrous à l'accueil. Lorsque l'on parle de migrants ou d'immigrés aux Français, les premiers mots qui viennent spontanément sont connotés négativement. Les termes suivants sont en effet les plus cités : « insécurité/délinquance » (40%), « problème » (35%) puis « misère » (33%). Arrivent ensuite les mots « étrangers » (25%) puis des mots connotés plus positivement : « solidarité » (24%) et « accueil » (22%). L'islam est également cité par 22% des sondés tout comme le terme de « terroriste » (20%), ce qui confirme les liens existant dans l'opinion entre le terrorisme et la question migratoire.

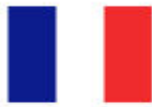


Le focus spécifique auprès de la population française permet également d'identifier l'un des obstacles majeurs à l'accueil à savoir le diagnostic sur le degré d'intégration des personnes issues de l'immigration déjà présentes dans la société française. Seuls 29% de nos concitoyens estiment en effet que ces personnes sont bien intégrées. Cette perception d'un dysfonctionnement majeur de notre modèle d'intégration est davantage répandue dans les générations les plus âgées (seuls 23% des 65 ans et plus contre 34% des moins de 35 ans estiment que les personnes issues de l'immigration sont bien intégrées), dans les milieux populaires (24% auprès des employés et ouvriers contre 36% parmi les cadres) et dans les électorsats Fillon et Le Pen (18%) alors que le diagnostic se fait nettement plus optimiste dans l'électorat Macron (41%) et Mélenchon (43%).



... qui s'accompagne d'un jugement négatif sur l'intégration actuelle des immigrés à la société française.

QUESTION : Diriez-vous que les personnes issues de l'immigration sont aujourd'hui bien intégrées dans la société française ?



TOTAL Oui
29%



TOTAL Non
71%

Connection creates value

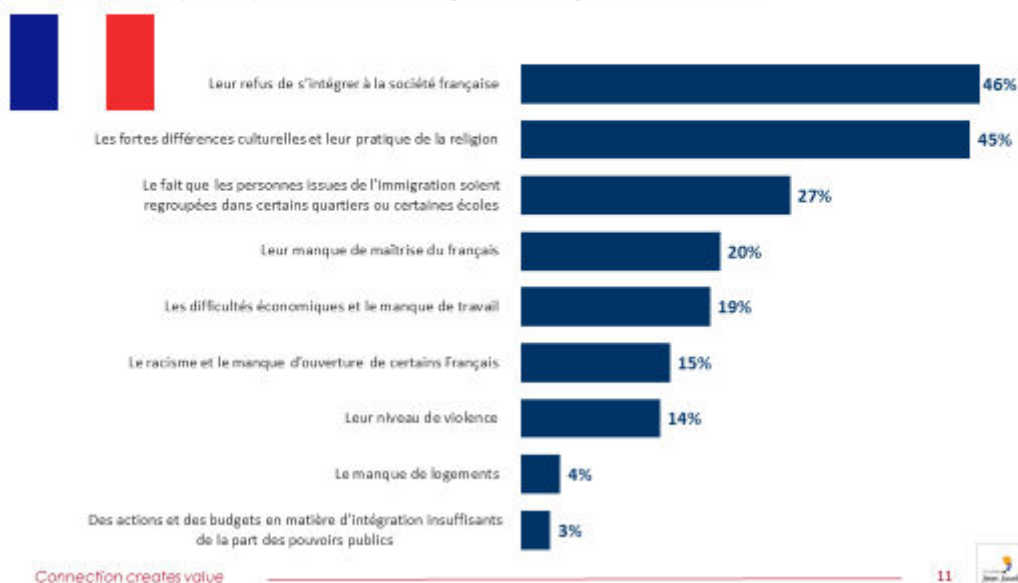
10



Non seulement plus de 7 Français sur 10 estiment que les personnes issues de l'immigration sont mal intégrées dans la société française, mais ce constat d'échec est d'abord expliqué, selon les interviewés, par des raisons incombant aux immigrés plus que par les ratés de l'intégration à la française. Les deux facteurs qui sont majoritairement et prioritairement cités par les personnes pointant le déficit d'intégration sont en effet : le refus des personnes issues de l'immigration de s'intégrer à la société française (46%) et les fortes différences culturelles et leur pratique de la religion (45%). Ces causes perçues arrivent loin devant d'autres paramètres comme le fait que les personnes issues de l'immigration soient regroupées dans certains quartiers ou certaines écoles (27%), leur manque de maîtrise du français (20%) ou bien encore les difficultés économiques et le manque de travail (19%). Si la faiblesse de la dynamique économique et les phénomènes de ghettoïsation ne jouent pour les sondés qu'un rôle secondaire dans le déficit d'intégration de cette population, il en va de même pour un autre facteur exogène à cette population : le racisme et le manque d'ouverture de certains Français (15%), item trois fois moins cité que le refus de ces personnes de s'intégrer (46%).

QUESTION : Parmi les raisons suivantes, quelles sont les deux qui, selon vous, expliquent le plus que les personnes issues de l'immigration sont mal intégrées dans la société française ?

Base : Aux personnes qui pensent que les personnes issues de l'immigration sont mal intégrées, soit 71% de l'échantillon



Connection creates value

11



Autre signe que l'insuffisante intégration perçue des immigrés est d'abord imputable pour une majorité de Français à l'attitude des immigrés eux-mêmes, 43% des personnes interrogées adhèrent à l'idée selon laquelle « les migrants sont considérés comme prioritaires par rapport aux résidents en matière d'aides, de logement ou d'utilisation des services publics, ce qui sous-entend que notre pays les accueille correctement et leur ferait même bénéficier d'un traitement préférentiel. Seuls 32% des sondés ne sont pas d'accord avec cette opinion, 25% ne formulant pas d'avis. Cette idée d'une priorité dont bénéficieraient les immigrés dans l'accès au logement, aux allocations ou aux services publics est beaucoup plus prégnante dans les catégories populaires (51%) que parmi les cadres et les professions intellectuelles supérieures (26%).

5- Une intégration qui doit prioritairement passer par l'apprentissage de la langue et de la culture française.

Alors qu'une majorité de nos concitoyens estiment, d'une part, que les flux migratoires en direction de l'Europe et de notre pays vont se poursuivre pendant de nombreuses années, d'autre part, que ces migrants vont chercher à s'installer et à faire leur vie en France, et que parallèlement, une majorité encore plus large considère que les personnes issues de l'immigration qui sont d'ores et déjà présentes sur notre sol ne sont pas bien intégrées, l'apprentissage de notre langue et de notre culture semblent constituer les chantiers prioritaires pour favoriser l'intégration des migrants qui veulent rester en France.

- A la question des actions prioritaires, 44% des Français répondent ainsi « que l'Etat mette en place des dispositifs efficaces pour que les migrants apprennent le français rapidement »² et 42% « que l'Etat mette en place des dispositifs efficaces pour que les migrants apprennent notre culture ». De manière pragmatique, les Français soulignent donc au travers de leur réponses le fait que la maîtrise d'une langue et de références culturelles communes constitue le prérequis de base à une intégration et cela d'autant plus si l'installation de ces populations sur le territoire national à vocation à être définitive et non pas transitoire.
- La question de l'accès au marché du travail, condition de l'intégration par l'activité professionnelle, est également citée mais à moindre niveau : 23% pour l'item « que l'Etat reconnaisse le niveau de diplôme des migrants et valide leur équivalent en France ». Cet écart entre le caractère prioritaire accordé à la reconnaissance des équivalences de diplômes d'une part et à la maîtrise de la langue et de la culture française d'autre part s'explique certes en bonne partie par le fait que ces actions ne sont pas de même nature et de même ampleur. La connaissance de la langue et de la culture constitue un socle préalable et indispensable à l'intégration, la question de l'accès à l'emploi, via le prisme de l'équivalence des diplômes, arrivant dans un second temps et concernant une partie seulement des migrants. Mais on peut également relier ce moindre score avec une inquiétude exprimée par une partie des Français à propos de la concurrence que la main d'œuvre immigrée peut exercer vis-à-vis des salariés français. 32% des personnes interrogées sont ainsi d'accord (une part plus importante, 39%, ne sont pas d'accord et 29% ne se positionnent pas) avec l'opinion selon laquelle « les Français ont plus de difficultés à trouver du travail en raison des migrants présents en France ». Cette opinion est plus nettement répandue parmi les ouvriers (48% d'accord) et les travailleurs indépendants et artisans (46%), catégories les plus exposées à ce type de concurrence. Dans ce contexte, on comprend que l'idée testée selon laquelle « l'Etat fasse en sorte que les migrants puissent travailler pour un salaire inférieur à celui des Français » fasse le moins recette en termes de priorités pour l'intégration des migrants avec un score de seulement 8%.
- Les résultats à cette question sur les priorités perçues indiquent par ailleurs que le rôle important des associations d'accueil de migrants est relativement bien identifié par nos concitoyens puisque de 15% d'entre eux mentionnent le renforcement des moyens alloués à ces structures comme étant une des deux priorités en la matière. Cette réponse émane notamment de la partie de la population qui considère que les personnes issues de l'immigration sont bien intégrées. Elles sont en effet 24% à citer le renforcement des moyens aux associations, qui jouent sans doute à leurs yeux un rôle majeur alors que les interviewés qui diagnostiquent une mauvaise intégration ne sont que 11% à mentionner les associations. Ces derniers citent en revanche beaucoup plus (47%) la mise en place par l'Etat de dispositifs efficaces pour que les migrants apprennent notre culture, solution nettement moins évoquée (28%) par la frange de la population qui pense que les immigrés sont bien intégrés.

² Ce chiffre indiquant que pour de nombreux Français les migrants et immigrés qui arrivent aujourd'hui en France proviennent de régions très diverses et plus uniquement de pays à forte pratique francophone.



Face à cela, une intégration devant passer d'abord par l'apprentissage de la langue et de la culture françaises.

QUESTION : Quelle serait selon vous la priorité pour favoriser l'intégration des migrants qui veulent rester en France ?

